

# Dialogue: Togo Debout et le GRAD attendent un accord de changement de gouvernance



Le Front Citoyen « Togo Debout » (FCTD) fait désormais alliance avec le Groupe de Réflexion et d'Action pour le Dialogue, la Démocratie et le Développement (GRAD) pour défendre les intérêts du peuple togolais. Face à la presse mardi à Lomé, les deux organisations de la société civile ont entre autres réaffirmé leur engagement ferme aux côtés du peuple, exigé le déverrouillage des institutions de la République et exhorté à une vigilance accrue face au prochain dialogue annoncé par le gouvernement. Pour le FCTD et le GRAD, le retour à la Constitution originelle de 1992 n'est pas utopique.

Selon le GRAD et le FCTD, le Togo est pris en otage par un groupe de personnes qui, pour des intérêts individuels et partisans, a décidé de sacrifier le destin de toute la nation.

Ils pointent leur doigt accusateur vers le pouvoir. Pour eux, le régime de Faure Gnassingbé fait la sourde à l'oreille aux différentes manifestations publiques qui se déroulent au Togo depuis le 19 août dernier. Plus pathétique, soutiennent les deux alliés, est la nouvelle décision du gouvernement qui, bon gré mal gré se dirige vers une énième table de négociations.

Le FCTD et le GRAD disent ne pas être contre le dialogue mais

en appellent à une vigilance.

*« Le GRAD et le FCTD appellent le peuple à une grande vigilance pour que cet accord soit celui qui nous apportera le changement de système de gouvernance tant désiré et conduira à une sortie pacifique et durable de la crise », lit-on dans leur déclaration.*

Les deux mouvements lancent également un appel à l'élite togolaise pour qu'elle se décide à d'apporter sa contribution aux côtés du peuple. Ils indiquent que le retour de la C92 s'avère nécessaire pour trois raisons fondamentales.

{loadmoduleid 210}

La première raison, souligne, Raphaél Kpande-Adzare, 2<sup>e</sup> Porte-parole du FCTD, est la limitation du mandat présidentiel avec en toile de fonds la phrase « En aucun cas, nul ne peut faire plus de deux mandats ». La 2<sup>e</sup> raison pour lui est que le président doit être élu par la majorité des citoyens. Enfin la 3<sup>e</sup> raison a trait au Premier ministre qui doit lui aussi avoir des prérogatives constitutionnelles.

Pour Victor Alipui, la Constitution de 1992 doit revenir en état parce qu'elle émane de la volonté du peuple togolais.

*« La Constitution est un document sacré. Elle n'est pas un jeu auquel on joue et qu'on pourrait s'en débarrasser dès qu'on a plus envie. Il est temps que les gens le sachent », a précisé le Président du GRAD.*